

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
30 septembre au 6 octobre 1999

10 FF
65 FB

35 heures: stoppons les arnaqueurs!

LA VERSION N° 1 DE LA LOI n°98 461 du 13 juin 1998, dite loi Aubry, a été abondamment analysée dans les colonnes du *Monde libertaire*. L'enjeu le méritait et la compréhension précise de la nature des coups portés aux travailleurs, est la première étape de la résistance organisée.

En février de cette année, je caractérisais cette loi « d'arme contre les salariés », d'autant plus redoutable qu'elle détourne totalement une aspiration ouvrière historique, à savoir la réduction du temps de travail.

puissantes ne serait-ce que pour limiter la casse... en attendant mieux.

Après 15 558 accords d'entreprises (selon Aubry) et 101 accords de branche et à la veille du débat sur la version n°2 de la loi, il n'est pas inutile de faire le point sur la situation et sur le positionnement des différents acteurs politiques et syndicaux.

Jospin a raison

Quand Lionel nous explique, la lame à l'œil, son impuissance devant les licenciements de Michelin, en ajoutant

une plus grande flexibilité des temps de travail ».

Tous les gouvernements, en France comme ailleurs, mènent point par point cette politique. Concernant les temps de travail la commission de Bruxelles publiait en avril 1997 un livre vert sur le « partenariat pour une nouvelle organisation du travail ». On y lit : « la transformation probable des systèmes rigides et contraignants de dispositions réglementaires en matière du droit du travail et de relations sociales en cadres juridiques plus ouverts et flexibles, et de nature à ouvrir la voie à un nouvel équilibre des pouvoirs régulateurs entre l'État et les partenaires sociaux ».

Le 6 juin de la même année, la Confédération européenne des syndicats, dont la CGT fait désormais partie (2), répondait gentiment : « la CES se félicite du débat amorcé par le livre vert... Le partenariat et la flexibilité positive (3) représentent des notions essentielles qui peuvent concilier les intérêts des travailleurs et des entreprises ».

Le 10 juin, Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, Notat et Vianet, défilait au coude à coude pour défendre « l'emploi ». Seillière, le patron des patrons, aurait pu compléter utilement le trio.

L'arme fatale n°2

Le projet de loi Aubry n° 2 ne fait que décliner de manière pragmatique cette politique d'ensemble d'abaissement du coût du travail et de liquidation du code du travail et des conventions collectives.

Elle aggrave sensiblement encore la version précédente. Elle s'attaque aux salaires en permettant le non paiement des heures supplémentaires (article 3). L'employeur peut les remplacer à sa guise, par des repos compensateurs dans un cadre annualisé. Elle permet ensuite que les nouveaux embauchés ne soient payés que 35 heures. Elle bloque enfin pour longtemps, le montant actuel du SMIC.

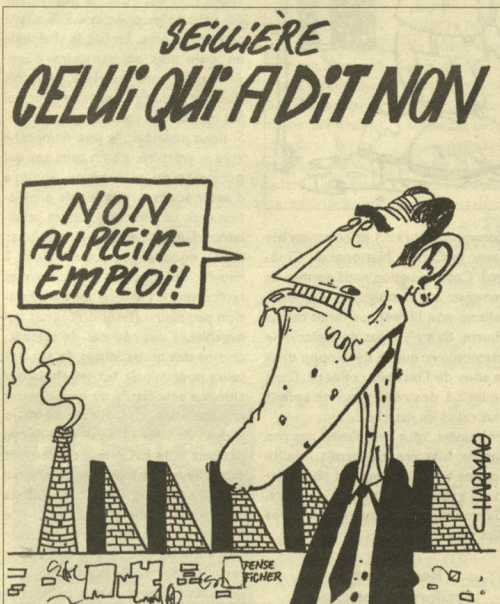
Elle individualise totalement le temps de travail, au gré des calendriers décidés par les patrons. C'est le temps soumis, à l'inverse de l'aspiration fondamentale des salariés. Une nouveauté: les jours de repos pourront être affectés à la formation professionnelle du salarié (article 10).

Elle permet, par l'article 16, la mise en place du « contrat à durée indéterminée intermittent ». Initié à la Poste par la loi Quilès, ce contrat, ●●● page 8

Michelin :
interview d'un salarié
page 3

35 heures :
gros plans sur l'arnaque
page 4

Maroc : on enterre
Hassan II pas la dictature
page 5



Le seul « mérite » de cette loi, finalement, est de rappeler aux mémoires courtes ou assoupies que jamais l'État quels que soient les politiciens en place, n'accorde à froid, sans pression populaire, d'acquis sociaux réels. Pas d'illusion donc, nous ne ferons pas l'économie de grèves dures et de manifestations

que la « politique, c'est l'art de l'exécution », outre qu'il apporte involontairement de l'eau au moulin des anarchistes concernant la farce électorale, exprime aussi une réalité certaine.

En mars 1994, su sortit d'une réunion du G7, Giraud alors ministre du Travail, expliquait au *Figaro*: « tous les pays industrialisés s'orientent vers une action en profondeur structurelle et programmée sur le moyen terme. Allègement du coût du travail, réforme profonde de l'articulation entre l'école et le métier par le développement de l'alternance et de l'apprentissage, modernisation des règles du travail par

EDITORIAL

À l'issue de la réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, Aubry a eu le cynisme de présenter pour l'assurance maladie un budget « responsable et social en progression de 2,5% », c'est-à-dire un peu plus que l'inflation...

La volonté du gouvernement et des députés de réduire les dépenses de santé se traduit par des attaques tous azimuts. La refonte de la carte hospitalière qui, sous prétexte de rationalisation et de régionalisation, contraint à la fermeture d'établissements généraux, d'urgence, de gynéco-obstétrique et de chirurgie. Entre 1990 et 1997, 60 000 lits ont déjà été supprimés (soit 10,7% du total). L'Agence française de sécurité sanitaire, à la demande du gouvernement, a « évalué » l'efficacité des médicaments en vue de revoir à la baisse leur taux de remboursement (sur 1 100 médicaments, un quart serait inefficaces). Dans le même temps, une autre enquête issue d'une autre instance péri-gouvernementale (le CREDES) nous « informe » que 25% des assurés serait « responsables » de 80% des dépenses de santé.

De la même façon que pour l'éducation, le secteur de la santé est appréhendé comme une quelconque entreprise dont il faut équilibrer les comptes. Si l'État organise le rationnement des soins, c'est pour mieux ouvrir la porte à la privatisation de pans entiers du secteur. Ainsi Denis Kessler, président des sociétés d'assurances et numéro 2 du MEDEF, plaide pour une concurrence « tempérée » avec la Sécu. Pour l'instant. Exemple précurseur de cette confusion entre service public d'utilité sociale et appétit capitaliste, l'Institut National de Recherche et de Sécurité, chargé de la prévention dans le domaine de la santé au travail, a été épinglé dernièrement parce qu'il faisait preuve depuis des années d'une « absence d'ambition et de transparence par souci de ne pas déplaire au patronat ».

Il devient évident que s'il n'y pas une mobilisation d'envergure des professionnels et des usagers de la santé, la voracité patronale relayée par l'État ne sera pas stoppée.

ISSN 0026-9433 - N° 1174

M 2137 - 1174 - 10,00 F



POP 25 20

Multiplexes et cinéma

Les grandes manœuvres

LE CINÉMA EST LE PREMIER LOISIR des Français. Avec plus de 170 millions de tickets vendus en 1998, l'hexagone offre une mine d'or à l'industrie du cinéma. Phénomène récent en France, les multiplexes alimentent les polémiques. Alors que le cinquantième multiplexe a ouvert à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), on n'en finit pas d'assister à des prises de position à propos de l'implantation de cette nouvelle génération de cinémas. Avec une moyenne de 13 salles chacun, les multiplexes se développent surtout dans les périphéries urbaines. L'objectif de ces supermarchés cinématographiques est d'attirer une clientèle jusqu'à 60 kilomètres alentour. On y propose donc un parking, mais aussi des comptoirs confiseries, des salles de jeux vidéo, des distributeurs de gadgets et boissons, des boutiques, restaurants, bars... Conçus comme des lieux déshumanisants de consumma-

tion devant retenir le plus possible les clients sur place, ces endroits font du cinéma un produit d'appel: la marge sur les produits annexes (pop corn...) est d'ailleurs beaucoup plus forte que sur le ticket de cinéma, même si son prix moyen est plus élevé que dans des salles plus modestes. D'ici à la fin de l'an 2000, il y aura une centaine de ces sites sur le territoire.

Quantité ou qualité?

Le cinéma qui y est proposé est majoritairement fait de productions américaines bien sûr (1), mais aussi européennes: la rentabilité, a-nationaliste, est le critère retenu pour juger de la qualité d'un film. Vous trouverez donc à l'affiche beaucoup plus de « produits » que de films, afin de plaire au plus large public possible. Incontestablement, ces grandes surfaces du loisir ont dopé le marché cinématographique français et ont permis un bond en avant

des entrées ces dernières années. En 1998, les multiplexes enregistrent à eux seuls plus de 20% des entrées en France. Cette même année, les films français ont enregistré 27% des entrées, le plus mauvais score depuis 1994. En revanche, les films américains ont attiré 70% des spectateurs. Ces chiffres semblent donc accréditer l'hypothèse selon laquelle les multiplexes seraient une tête de pont du cinéma américain dans l'hexagone. Il faut souligner que des alliances ont été passées entre les groupes français UGC et Gaumont, principaux constructeurs de multiplexes, et les groupes américains

en CDEC (Commission départementale d'équipement commerciaux) qui n'a rien réglé. Les multiplexes fleurissent ici ou là, parfois en dépit du bon sens, mais il faut savoir que les élus locaux tirent à hue et à dia pour avoir « leur » multiplexe. Les pétitions fleurissent donc dans la profession d'exploitants de salles de cinéma mais se bornent à demander des mesures administratives et protectionnistes. On notera au passage que nous avons là un exemple type de capitalisme « maîtrisé » avec des éléments de régulation législative (avec les CDEC, où siègent élus, élus consulaires, associations de

groupes sur le cinéma mondial est déjà bien avancé, ce qui est une tendance normale en économie capitaliste.

Le vrai danger sans doute vient du fait que la plupart des groupes construisant des multiplexes investissent déjà dans la création de films, désignant par là maîtriser toute la chaîne d'exploitation du film, depuis sa conception jusqu'à ses produits dérivés (tee-shirts, gadgets...). C'est-à-dire que cette démarche laisse peu de place à des films de création jugés non rentables. Sinon, il se produit en ce domaine ce que l'on constate déjà ailleurs: concentration des capitaux, et contrôle quasi-total d'une branche d'activités par quelques groupes puissants. Et donc faiblesse de l'offre diversifiée, les films mis en avant seraient ceux de ces grands groupes qui bénéficient de la plus grande combinaison d'écrans, grâce aux multiplexes qui leur appartiennent et à la liquidation par ceux-ci des salles qui proposent un cinéma économiquement ou culturellement indépendant.

abonnez-vous!

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CRÉANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	Rue _____ N° _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	Rue _____ N° _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE À DÉBITER	
Établis. Codes Guichet	N° de compte

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



Fox et Buenavista-Disney. Le troisième (Pathé) est, quant à lui, dirigé par Jérôme Seydoux, le frère de Nicolas qui dirige les destinées de... Gaumont! C'est presque une histoire de famille, comme un cercle très fermé de quelques capitalistes puissants qui veulent se partager le gâteau de l'exploitation et de la création cinématographiques...

Vaincre et mourir

Devant les effets dévastateurs subis par des salles plus modestes (fermetures ou forte régression des entrées, destruction de centres-villes), le secteur des exploitants a obtenu que les implantations des multiplexes soient soumises à une réglementation proche de celle des grandes surfaces. Il y a donc un passage obligé des projets de construc-

consommateurs...) et commerciale (avec le Centre National du Cinéma). Cette situation nous permet de renvoyer aux nostalgiques d'un capitalisme non libéral qui serait moins injuste, qu'il n'y a pas de capitalisme harmonieux qui se développe dans le sens de l'intérêt collectif, fut-il soumis à des règles qui ne soient plus celles du marché... Finalement, tout cela n'est-il pas une simple histoire de profit, vieille comme le capitalisme, les plus puissants groupes (Pathé, UGC, Bert, Gaumont...) voulant terrasser les plus petits?

Restriction et calibrage des choix

Si la clé du problème était de choisir les cinémas indépendants contre les grands groupes capitalistes, ou encore le cinéma « Art et essai » contre les déferlantes Titanic ou Astérix et Obélix, ce serait facile. Mais les films sexistes, violents ou d'une valeur artistique douteuse ne sont pas l'apanage des multiplexes. Et les cinémas Art et essai mettent parfois à l'affiche des films distribués par des « majors ». La tendance à l'emprise grandissante de quelques

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublat
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie:
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Michelin: interview d'un salarié

SUITE À L'ANNONCE DE 7 500 suppressions d'emploi en Europe par Michelin; les syndicats ont appelé petitement à un rassemblement devant l'usine des Carmes à Clermont-Ferrand. La manifestation qui a suivi a réuni 3 000 personnes (1 500 selon les flics et 5 000 selon les syndicats). Compte tenu de l'importance de l'enjeu, on attendait plus de combativité de la part des manifestants et surtout des syndicats pour qui le fait de licencier « démotivait » les salariés qui sont, on le sait tous « un capital humain compétent, très utile dans le contexte de concurrence internationale » d'après la CGT et la CFDT. On peut, de plus, déplorer le discours localiste des syndicats qui ne veulent défendre l'emploi qu'en France, malgré la présence, à la manifestation de petites délégations allemandes et italiennes de salariés Michelin.

Nous avons rencontré un salarié CGT et l'entretien qui suit nous éclaire sur les motivations de la lutte, notamment pour de meilleures conditions de travail dans ce temple du capitalisme français qu'est la « manufacture » Michelin.

Quelles sont les conditions de travail au sein de l'usine ?

Elles sont de pire en pire. Actuellement, on travaille en 3x8 tous les quinze jours, y compris le samedi matin, ceci entraîne une diminution de l'espérance de vie de 10 ans. À la fin du mois, on arrive à 181 heures de travail qui sont payées une misère. Il y a une véritable culture de mépris des travailleurs et notamment des travailleurs immigrés. Eux, ils sont appelés ici et lorsque le patron n'a plus besoin d'eux, ils sont tout simplement renvoyés chez eux. Le travail est de plus en plus dur, avec du matériel obsolète que la direction refuse de changer. De plus, la pause a été supprimée: on doit toujours travailler, si on n'est plus à la fabrication, on doit soit entretenir les machines, soit rentrer ses « performances » sur l'ordinateur et cela pendant l'ancien temps de pause. On subit quotidiennement des pressions pour augmenter le rendement et ceux qui ne peuvent suivre sont soit poussés à démissionner, soit mis d'office en invalidité. Ça a des conséquences dramatiques au niveau des individus: il y a des problèmes de santé physique et mentale. Beaucoup de gens prennent des médicaments ou boivent pour tenir. De plus, les pouvoirs publics sont complices de cet état de fait: ils

accordent systématiquement des dérogations pour autoriser le travail le samedi et le dimanche alors que les mélanges (mélanges de caoutchouc et de polymères qui servent: la fabrication du pneu) peuvent être conservés en chambre froide avant d'être utilisés.

Au niveau des syndicats, comment cela se passe-t-il ?

Il est très dur d'être syndiqué. Dès que l'on sait que tu es syndiqué, tu es marqué. Les représentants du personnel subissent une répression forte, notamment sur l'évolution de leur carrière et de leur salaire (après 21 ans d'ancienneté, on est toujours au grade d'entrée, à 7 200 F par mois, NDLR). Il n'y a aucune liberté.

Quelles sont les revendications et les perspectives de lutte ?

Ce qu'on veut à la CGT c'est garantir les emplois. Depuis 1983, il y a eu 15 000 suppressions de poste rien que sur Clermont-Ferrand. Le secteur fabrication risque de fermer. Ce qu'on propose, ce sont des investissements de façon à garantir l'emploi et à améliorer les conditions de travail. On veut également l'application des 35 heures et la retraite à

55 ans du fait des conditions de travail. Il y a un risque de durcissement de la lutte. Il faut lutter contre l'ultralibéralisme. Avec cette annonce, Michelin a fait un geste pour les fonds de pension, c'est un retour sur le social qui est inacceptable.

Dans quel contexte ont lieu les suppressions d'emplois chez Michelin ?

Sur Clermont-Ferrand, Michelin c'est 15 000 salariés, dont 8 000 employés de bureau qui ne luttent jamais (ils sont recrutés après une enquête de moralité et il est bien vu de fréquenter assidûment l'église). Pour mettre en perspective les salaires de misère que gagnent les ouvriers, il est utile de connaître ce que gagne l'un des trois cogérants (dont Édouard Michelin) de l'entreprise en un jour: 35 000 F! Ils se partagent 37 700 millions de francs par an! Depuis 1983, Michelin a reçu un milliard de francs d'aide pour licencier! Les suppressions d'emplois se feront essentiellement par le non-renouvellement des CDD, la diminution du nombre d'intérimaires, des départs en préretraite et la diminution de la sous-traitance, une façon d'acheter la paix sociale. Les profits pour le premier semestre 1999 s'élèvent à

2 106 millions de francs, soit une augmentation de 20%. L'annonce de la suppression des 7 500 postes a fait augmenter l'action de 12%, ce qui d'après une note interne de Michelin était l'effet recherché. Cette décision aurait été dictée par les actionnaires de Michelin, parmi lesquels on trouve les fonds de pension (40% des actions) et la famille Michelin (30% des actions). Parmi les 30% restants, certaines actions appartiennent à des filiales de Michelin, ce qui confère à la famille une minorité de blocage au sein du conseil d'administration. Cette minorité pouvait permettre à Michelin de contrer l'influence des fonds de pension. Il ne s'agit donc pas d'accuser uniquement les fonds de pension, comme le font certains à gauche et les syndicats qui voudraient que le capitalisme français soit meilleur que les autres. Cette décision est aussi une décision de la famille Michelin. Les fonds de pension exigent une rentabilité de 15%, d'où la nécessité pour eux de diminuer le coût du travail. Et la nécessité pour nous de défendre un système de retraite par répartition qui lui, n'entraîne pas de licenciements.

propos recueillis par Olivier et Didier - groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

Transports pétroliers Ras-le-bol persistant chez les routiers !

PARCE QU'ILS SE LIVRENT À UNE LUTTE DES PRIX DU transport de carburants, les sociétés de camionnage par citernes essaient de raboter leurs bénéfices sur les salaires de leurs employés. C'est ainsi qu'à Lyon, depuis jeudi dernier les chauffeurs de deux sociétés, Ciraix et Mis Corraldis (filiale de Dentressangle) se sont mis en grève illimitée et ont bloqué les dépôts d'approvisionnement de Feysin, Saint-Priest et du Port Ed. Herriot, empêchant ainsi l'approvisionnement et la livraison aux stations services et tous débit de carburants. Le blocage de dépôts était appliqué également dans les Bouches du Rhône, du Var à Puget sur Argens et au Pontet dans le Vaucluse. Cette grève commençait donc à prendre de l'ampleur car très vite les stations ont manqué de carburants.

Les revendications des chauffeurs sont simples et claires: garantie et maintien des acquis sociaux, revalorisation de leurs salaires avec 1 000 F de mieux (salaire de base actuel entre 7 500 et 8 500 F brut pour 169 h) alors que les heures de présence sont de 182 h et plus.

Pour étayer leurs revendications ils dénoncent un travail stressant du fait du transport de produits dangereux, les interdictions d'itinéraires ou les itinéraires obligatoires (trajets

beaucoup plus longs) et un métier qui nécessitent des formations coûteuses pour l'obtention de certificat d'aptitude. Par exemple: permis de conduire à 10 000 F, l'APTH 6 000 F, la FIMO 5 000 F... Ils disent que le SMIC n'est pas à la hauteur de leurs compétences (mais y a-t-il une compétence qui mérite le SMIC?).

Ils arrivent à obtenir un salaire à peu près correct avec les primes, les heures supplémentaires, le samedi obligatoire payé comme la semaine et la prime de panier.

Les négociations se sont faites lundi soir à la préfecture du Rhône à Lyon. Les salariés ont obtenu des garanties sur leurs revendications, encore faudra-t-il les appliquer car d'autres discussions sont prévues cette fois à Paris.

C'est la CFDT, syndicat général des transports du Rhône, majoritaire dans ce secteur, qui est chargée de ces négociations. Rappelons que c'est ce même syndicat qui avait appelé à la reprise du travail lors des grèves de 96 et 97, ce qui avait produit pas mal de mécontentement parmi les routiers qui attendent toujours que les conventions collectives soient appliquées correctement. Au regard de cette grève, il est évident qu'il faudra encore du temps et des luttes.

Daniel - groupe Déjaque (Lyon)

En bref

■ **Le n°16 du bimestriel anarchiste La Faille est sorti. Au sommaire: les emplois-jeunes, le Kosovo, l'Église et la prison, le négationnisme, les squats...** Disponible contre deux timbres à 3 F ou 36 F les 6 numéros (ordre: LAP) à La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ **Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste? Une permanence à lieu le premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.**

■ **Parution d'un supplément au Monde Libertaire, édité par les groupes normands de la Fédération anarchiste. On peut se le procurer: B.P. 4202 - 76723 Rouen Cedex.**

■ **Bientôt une librairie anarchiste à Rouen! C'est possible... si vous souscrivez. Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP: 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie).**

■ **Le groupe de Nantes de la F.A. vient de sortir un « petit canard » local: Les raisons de la colère. Le 1^{er} numéro concerne l'éducation (politique du patronat européen, les 35 heures, le sexisme en matière d'éducation, l'éducation libertaire...). Contre timbres (6,70 F) vous pouvez le commander: ACLN, B.P. 60221, 44002 Nantes Cedex 1.**

■ **Permanence du groupe E. Goldman de Bordeaux tous les samedis dès 16 h à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.**

Grève à la Cité des sciences

Depuis le 1^{er} septembre, la Médiathèque de la Cité des Sciences et de l'Industrie est en grève pour demander le maintien de postes, l'embauche définitive d'un emploi précaire et une définition des objectifs avec des moyens suffisants.

Au 25^e jour de grève, après plusieurs entrevues infructueuses avec la direction, la motivation des grévistes est toujours forte, même si la lassitude commence à se faire sentir.

Vous pouvez soutenir leur action en leur adressant un message à citemed@altern.org. Pour suivre l'évolution du mouvement, visitez leur site internet: <http://altern.org/citemed>.

Faits d'hiver Citoyens du monde

Il y a une dizaine de jours, un quarteron d'abrutis encagoulés et surarmés du FLNC-canal historique a attaqué une ferme près de Porto-Vecchio, ligoté un couple d'agriculteurs et ses deux enfants, et plastiqué tout ce qui pouvait l'être.

Le communiqué revendiquant ce glorieux fait d'armes précisait: « Que les allogènes sachent que cette terre ne leur appartiendra jamais ».

Les allogènes en question (le couple d'agriculteurs et ses enfants) venaient d'acheter cette propriété et, comme tous les paysans du monde, n'envisageaient que de cultiver la terre.

Ils ignoraient que le hasard de leur naissance en Bretagne valaient (aux yeux des crétiens nationalistes du cru) interdiction de cultiver la terre en Corse.

Est-il besoin de le préciser, cette énième version de la purification ethnique, outre qu'elle permet d'imaginer ce qu'il en adviendrait de la Corse si les bovins du FLNC-canal historique se retrouvaient un jour en charge de gouvernement, renvoie, de manière définitive, au rayon des billesées, le caractère prétendument progressiste des luttes de libération nationale.

Un jour, quand les Corses, les Basques, les Bretons, les Alsaciens, les Charentais... oseront le droit du sol qui affirme que n'est de quelque part que celui qui y est ou qui souhaite y être, aboliront la propriété, et décréteront sans ambiguïté l'abolition des frontières de tous ordres entre les êtres humains, un semblant de sens (voire même de légitimité) illuminera, assurément, ce type de luttes.

En attendant que le hasard d'être né quelque part n'empêche pas de pouvoir vivre ailleurs, et que la citoyenneté locale se pose clairement comme partie prenante d'une citoyenneté du monde, les inter et a-nationalistes que sont les libertaires continueront à appeler un chat un chat et un nationaliste opprimé un futur nationaliste oppresseur.

Peut-on être plus clair ?

Jean-Marc Raynaud

35 heures : l'exemple de la formation professionnelle

Temps de travail libéré, aussitôt récupéré

LA FORMATION DES SALARIÉS tient une place importante dans les débats autour de la Réduction du temps de travail (RTT). C'est un des effets du lobbying patronal qui entend faire de la RTT une enveloppe vide : en exigeant plus de flexibilité de la part des salariés, en intégrant dans le temps officiellement libéré par un passage aux 35 heures un certain nombre de temps jusqu'alors faisant partie du temps de travail effectif : les pauses et la formation.

promis pour compenser le temps libéré sont peu nombreux (quelques dizaines de milliers d'emplois seulement, dont beaucoup auraient de toute manière été créés du fait de la nouvelle phase de croissance économique).

Avec la sortie d'une partie de la formation professionnelle du temps effectif de travail, le patronat réalise un de ses objectifs : assumer de moins en moins la charge de formation des salariés, alors que l'évolution rapide des techniques exige un effort de formation de plus en

plus important. C'est la porte ouverte vers un désinvestissement complet de l'effort de formation par les entreprises.

Ainsi, l'accord de branche sur la RTT dans le secteur des services informatiques signé le 23 juin 1999 par la CFDT et la CGC est révélateur : il y est fait distinction entre deux types de formations : « la formation d'adaptation, dont l'objet est d'actualiser les connaissances et les pratiques pour une utilisation à court terme par l'entreprise, dans le cadre du poste de travail, doit être

incluse dans le temps de travail effectif » à laquelle s'opposent « les formations qui doivent permettre au salarié de gérer au mieux son parcours et développement professionnel (par exemple acquisition d'une qualification complémentaire, progression professionnelle, extension du champ de compétences, reconversion...) » qui sortent du temps de travail effectif et sont intégrées dans le temps libéré par la réduction du temps de travail. L'entreprise paie la formation, mais 50 % du temps de formation peut être prélevé sur les jours libérés par la RTT.

l'enjeu est aussi de répandre le mythe d'un rapport d'équité entre employeur et employé, où toute négociation serait équilibrée, où tout le monde trouverait son compte, conformément au discours libéral ambiant. La réalité est loin de là, le patronat sait bien se servir de la masse de chômeuses et chômeurs comme moyen de pression. Derrière le discours d'équité, il y a un patronat agressif qui ne connaît que les rapports de forces et un gouvernement socialiste qui collabore, au nom de la modernité.

Pour aller plus loin, le « co-investissement en formation » consacré ce que les ultra-libéraux considèrent comme l'achèvement du salariat : le fait que chaque salarié se comporte en chef d'entreprise garant de la pérennité de sa place dans le système économique (son « employabilité »), qui saurait se former aux nouvelles technologies, saisir les opportunités de rediriger sa carrière, bref qui saurait se montrer autonome et positif dans une économie où jamais rien n'est acquis. Dans cette configuration, ceux et celles qui échouent n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes.

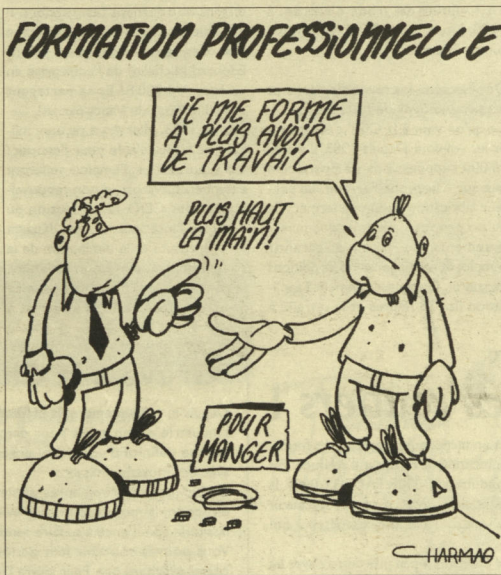
L'ultra-libéralisme préconise donc l'achèvement du salariat, mais en aucun cas son abolition. Le contrat de travail qui lie une entreprise et son ou sa salariée décrit un lien de subordination (ce fait est régulièrement rappelé dans les jurisprudences). Jamais une entreprise de type capitaliste n'admettra de forme d'insubordination, quels que soient les discours flatteurs sur « l'autonomie » des salariés. La critique du salariat doit donc se poursuivre, n'en déplaise à la CGT qui a retiré l'objectif d'abolition du salariat de ses statuts.

Hervé. — groupe F.A. de Nantes

Les patrons reprennent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre

Alors que les médecins du travail constatent une augmentation d'affections de toutes sortes (physiques, psychiques, psychologiques) dues à l'intensification du travail, la « réduction du temps de travail » vers laquelle on s'oriente sous la houlette du gouvernement socialiste, d'un patronat qui en demande toujours plus et d'un certain nombre d'organisations syndicales complaisantes, sert d'alibi à une flexibilisation des salariés. Le but est de permettre aux entreprises d'être plus réactives face à des impératifs de production dont le rythme est fixé par les entreprises clientes : l'annualisation du travail entre périodes de production intense et périodes de sous-production est présente dans la plupart des accords de branches ou d'entreprises.

Accords de dupes en fait, car le temps libre supplémentaire, on a du mal à l'entrevoir. La charge de travail reste pratiquement identique en étant répartie différemment : de fait, les emplois



Nouveau mot d'ordre libéral : exploite-toi toi-même !

Un salarié qui veut évoluer dans ses fonctions sera obligé de se former sur son temps personnel : il est clair aussi que le patronat aura une interprétation très large de la notion de « développement professionnel et personnel ». Au demeurant, les questions de formation, d'adaptation des formations aux besoins du système économique et l'évaluation des besoins en compétences sont traités dans des commissions paritaires nationales où siègent organisations patronales et représentants syndicaux, les mêmes qui signent des accords de branches lourds de conséquences. Beaucoup de salariés ont le sentiment de n'avoir aucun contrôle sur ces syndicalistes de compromis et de cogestion.

Au-delà de l'aspect « prise en charge » juridique et financier de la formation, il faut voir aussi l'aspect idéologique de cette notion de « co-investissement ». Derrière l'enjeu de diminution des coûts de formation et donc des coûts du tra-

Misère salariale pour l'économie sociale

ALORS QUE LES SOCIALISTES, COMMUNISTES ET VERTS SONT unis dans une gestion cynique du capitalisme, ils reconnaissent indirectement et implicitement leur impuissance politique. Relégué à la gestion de la misère, après les dernières annonces de licenciements (Michelin...) ils évoquent le seul mode d'action qui peut permettre des avancées tangibles : la lutte sociale... Alors que quelques élus de la gauche plurielle tiennent même quelques discours « anti-patrons », pour différentes raisons évidemment tactiques, regardons d'un peu plus près un secteur géré par un patronat de gauche ou au moins se réclamant de l'économie sociale.

Les centres de vacances et de loisirs : des lieux sans droit

« Animateur volontaire, c'est pour les jeunes une reconnaissance d'autant plus importante que les occasions de se rendre utile ne sont pas si fréquentes dans notre société qui retarde toujours plus le moment de l'intégration. Plus de * de ces jeunes ne poursuivront pas dans la voie de l'animation. En échange de leur engagement, ils perçoivent une indemnité qui est à la fois le symbole de leur liberté et de la reconnaissance sociale de leur rôle. » déclarait récemment l'UFCV, le plus important organisateur de centres de vacances. Effectivement l'animateur exploité à 100F par jour doit comprendre le sens du mot symbole. Au-delà du ton classique d'un patronat humaniste chrétien cette déclaration reflète de vives inquiétudes. La négociation autour des 35 heures a remis sous les feux de l'actualité les derniers conflits dans la branche avec des dizaines de recours devant les Prud'hommes. En l'occurrence ces luttes visent une annexe inique concernant le personnel pédagogique dans le cadre des vacances scolaires :

- la nature des activités des centres exige une présence continue des personnes (avec des journées pouvant atteindre 12-16 heures par jour).

- la rémunération d'une journée correspond à un forfait horaire au moins égal à 2 heures.

En clair, grâce à cette annexe signée entre autres par FO et la CFDT, on peut travailler 16 heures dans une journée tout en étant payé 90F ! Depuis des années près de 400 000 personnes (pendant toutes les vacances scolaires, soit près de 100 jours par an) vivent des situations de précarité extrême (soit des étudiants tentant de financer leurs études, soit des salariés survivant en alternant emploi, RMI et Assedic), le tout organisé par un patronat se réclamant de l'économie sociale ou de l'économie populaire. Parfois même 90 F par jour c'est trop ! À titre d'exemple, VVF (Village Vacances France) recrute un nombre important de stagiaires bénévoles souhaitant ainsi valider leur stage. Le directeur actuel de VVF n'est autre qu'Edmond Maire, ancien secrétaire confédéral de la CFDT « autogestionnaire »...

Depuis quelques années quelques (trop rares) mouvements de protestations ont pris naissance et Nantes est un peu un « micro laboratoire social ». L'Accord, association gérant le secteur jeunesse et enfance de la ville, est dirigé par Durand (aussi président national des Francas, Francs et Franches camarades proches du PCF) et présidé par Preneau (élu de la mairie et militant de l'Alternative Rouge et Verte)... Cette structure embauche près de mille personnes tous les ans à moins de 20 F l'heure ! Suite à un mouvement de grève l'année dernière et au dépôt de 85 dossiers aux Prud'hommes, la direction demande à l'État un éclaircissement afin de « ne pas laisser les associations dans l'insécurité ». Pour calmer le jeu, l'Accord a professionnalisé près de 200 personnes (temps partiels obligés à 50 % ou 30 % tout de même !) mais revendiquent avec toutes les organisations patronales un statut dérogatoire aux bases du droit du travail. Le statut du volontaire revendiqué, au titre de l'utilité sociale de leurs structures, tente de donner une légitimité juridique à la précarité actuelle : un plafond de 250 F par jour (soit au maximum 20 F par heure) pour une durée maximum de 100 jours par an.

Le mouvement d'éducation populaire est née avec les bourses du travail, les universités populaires en liant étroitement les luttes politiques et les luttes culturelles et pédagogiques.

Éducation populaire ?

Aujourd'hui pour de multiples raisons (séparation des milieux politiques et éducatifs, dérives techniciste...) ces mouvements se sont transformés peu à peu en gestionnaire de la misère sociale (animation de quartier...). Prenons un seul exemple : celui des auberges de jeunesse. Dans l'entre-deux guerres ces auberges représentaient, avec un courant libertaire qui s'y exprimait, un réel mouvement populaire (le loisir pour tous). Aujourd'hui qu'en est-il ? Un conseil d'administration d'une structure revendiquant 20 000 adhérents est élu par 43 voix sur une assemblée de 85 suffrages exprimés (dont des mandats portés par des salariés). Le CA dirige le personnel (avec restructurations, mutations...) comme dans toutes sociétés avec cette fois une mise à l'écart du délégué syndical d'EPA-FSU (Éducation Populaire Autogestion). Un patron de gauche, de droite, laïque, populaire reste un patron... Et les 35 heures remettent souvent à l'ordre du jour de nombreux conflits. À noter le récent mouvement dans des institutions spécialisées où des éducateurs et animateurs protestent contre la prise en compte actuelle de l'internet (les salariés ne travaillent pas quand ils dorment, et reçoivent seulement une compensation mensuelle de 250 F...).

Michelin n'a qu'à bien se tenir ! L'économie sociale n'a de social que le nom... et ce n'est pas le dernier forum (juin 1999) du Conseil économique et social qui pourra nous démentir le sujet. Le président du Crédit Mutuel concluait ce forum : « Nous faisons partie de l'économie de marché. Mais si nous avons des objectifs économiques, notre logique est sociale ». De quoi faire sourire toutes les personnes ayant des fins de mois difficiles...

Régis. — groupe F.A. Nantes

1999: année du Maroc... Hassan II meurt pour fêter ça... Le roi est mort... qui l'aime le suit!

«... mais il y a peu de chances
qu'on détrône le roi des cons»
Brassens

C'EST PAS À UN SIMPLE enterrement, même royalement pompeux, que nous avons pu assister, cet été: c'est à une véritable entreprise de canonisation. « Notre ami le roi » (1) s'est vu médiatiquement sanctifié par le long cri d'amour de « journalistes » tellement enthousiasmés qu'on s'est surpris à (presque) regretter Léon Zitrone. Reconnaissons qu'il a soigné sa sortie, le glorieux descendant du trône Alaouite... S'essuyer les pieds sur le drapeau tricolore, en paradant aux balcons républicains le 14 juillet dernier, pendant que la garde royale descend les Champs Élysées en tête de défilé, c'était grandiose... Preuve que les Républicains d'aujourd'hui se contref... autant de la Bastille que des geôles marocaines. Huit jours plus tard, rentré dans son joli royaume, il mourait d'une crise cardiaque, à la clinique où l'on tentait de soigner sa pneumopathie aiguë. En réalité, Hassan II souffrait d'un mal chronique, dont il était tout à fait déconseillé de parler ouvertement. C'est pourquoi il aurait voulu garder incognito, il y a quatre ans, le voyage aux États-Unis pendant lequel il avait subi une opération des poumons. C'est également pourquoi, habitués à une désinformation systématique, les Marocains l'ont pensé déjà guéri, quand la nouvelle de son hospitalisation fut officielle! Eh non, il était déjà mort!

Plus grave que la simple logorrhée de commentateurs-trices abandonnées au bord de l'information en plein juillet, c'est à la réhabilitation d'un homme et d'un règne que nous avons dès lors assisté.

Ne laissons pas sanctifier Hassan II

Dans un premier temps, on efface le tortionnaire et tente d'atténuer sur le simple mortel: « Il laisse derrière lui 5 enfants... » (2), « Il serait indécent aujourd'hui, face à la douleur d'un peuple (1), de vouloir parler politique. » (3). Ensuite, on minimise les actes de répression qui pourraient rester dans les esprits: « On a bien parlé de « bavures » pendant ce long règne... Il y eut quelques cas, comme « l'histoire » de la famille Oufkir » (4)... avant d'avancer en douceur quelques explications justifiant ces malencontreux dérapages: « Certes les droits de l'homme doivent être un absolu à respecter, mais il a parfois dû prendre des décisions qu'il n'aurait pas prises s'il n'avait pas rencontré d'opposition (1) » (4). Très vite, d'autres sont alors montrés du doigt « Il devait être dur, face à la montée de l'islamisme. » (5) et le tour est joué...

Dès lors, les médias, pleurent un Hassan II moderne et cultivé (entendez par là qu'il ponctuait ses interviews de quatre ou cinq citations lourdingues, de Montaigne ou Voltaire) et partisan d'un islamisme qualifié de « modéré ».

Toutes les familles des victimes d'un règne de pillage (des ressources minières en particulier) et de sanglante répression politique apprécieront. Laâbi ou Serfaty n'ont pas été invités pour rappeler le pittoresque des bagnes et des tortures; aucune femme répudiée non plus, aucune « petite bonne » de 10 ans, de celles qui travaillent 12 heures par jour et qui ne peuvent que se taire quand elles sont violées par le maître ou le fils de la maison. Quant à Ben Barka et à tous/toutes les militant-es disparu-es, ils/elles n'ont pas eu de porte-parole autorisé.

Hassan II: un rempart contre les islamistes?

Que le Maroc ait eu un roi « de droit divin » (puisqu'il descendait du Prophète), mais prônant un Islamisme modéré, voilà qui faisait chaud au cœur des français-es effrayés par le quotidien Algérien. Hassan II a en effet combattu la puissance politique des islamistes marocains, et réussi à leur interdire toute tribune politique pendant la majeure partie de son règne (puisque leur était impossible de se constituer en parti, par exemple). Les barbus ont donc eux aussi connu tortures, prisons, assassinats politiques...

Mais que craignait réellement le roi? l'intégrisme, ou l'émergence d'une opposition politique, fortement implantée dans

les plus basses couches sociales? N'oublions pas que les islamistes représentaient surtout, ces quinze dernières années, la seule force politique refusant de lui prêter allégeance, et capable de créer et amplifier des émeutes. Qu'on ne prenne pas trop le temps de pleurer sur les islamistes égorés toutes ces années, c'est une chose, qu'on se serve de cette répression pour transformer un tortionnaire en dirigeant éclairé. C'en est une autre. Car l'Islam et ses saints principes étaient en réalité son premier bouclier, puisqu'ils « lui interdisaient de mettre en place une monarchie constitutionnelle ». (7) Aujourd'hui, une dizaine de parlementaires se revendiquent d'abord serviteurs de l'islam, perdent leur temps et l'argent des contribuables à chicaner sur tel ou tel règlement administratif, sans avoir (pour l'instant...) de grandes capacités de nuisance. Mais la vraie puissance islamiste est ailleurs: organisés en association, ils ont « imbibé » peu à peu les populations les plus démunies, devenant incontournables grâce à leur gestion d'une charité bien ordonnée. L'association « Justice et bienfaisance » par exemple, est l'un de leur fer de lance. Le processus est exactement le même que celui qui s'est déroulé un temps en Algérie: une dictature qui brise les oppositions démocrates ou révolutionnaires et voit alors monter en force un intégrisme populiste. L'un des leaders islamistes les plus connus, Cheikh Yassine avait, l'an passé, envoyé une lettre

« don de son sang et de sa vie à son peuple » (« son » peuple, lui, a juste offert une dizaine de palais, quelques dizaines d'humbles résidences à l'étranger, quelques mines de phosphate, des centaines de millions placés en Suisse, et ailleurs...) Gros plan dès lors sur les foules massées près du palais, évanouissements, hommes en transe et femmes en pleurs... Rappelons quand même que pour moins de 50 dirhams, des pleureuses quasi professionnelles peuvent vous égarer n'importe quel enterrement, et ce pendant une nuit entière... (quant aux évanouissements... piétiner en plein soleil pendant 7 heures de suite, c'est pas bien indiqué comme parcours de santé... Et puis quoi, frustré de funérailles royales depuis près de 40 ans, pourquoi le quidam moyen se serait-il privé du spectacle? En réalité, le « long deuil » a duré à peine trois jours, après quoi tourisme et vie économique ont tranquillement repris leurs droits... Les drapeaux en berne, quelques versets de plus récités à la télé, c'est tout ce qui signalait la mort d'un tyran, en pleine saison touristique...

Mais en France, via les « micro-trottoirs », des Marocains, expatriés-és explorés-és, scandaient une seule litanie: « On a perdu un père, un guide spirituel... Certes des sélections ont été effectuées pour ces mini-sondages, certes une forme de crétinisme, international, pousse certaines personnes à répondre ce qu'elles savent être « politiquement correct »...

Mais, surtout, la simple mort d'un homme ne saurait effacer cette culture de la peur qu'il avait su si bien infiltrer au cœur même des individus... Il y a des sujets tabous, il y a de l'indicible, et il aurait fallu interroger cette peur et cette autocensure... Mais là n'était pas le propos de nos joyeux commentateurs: il est tellement plus reposant de renvoyer aux clichés coloniaux qui permettent de ne pas toucher aux dictatures établies tout en ayant la conscience bien débarbouillée...

Le roi est mort, et alors?

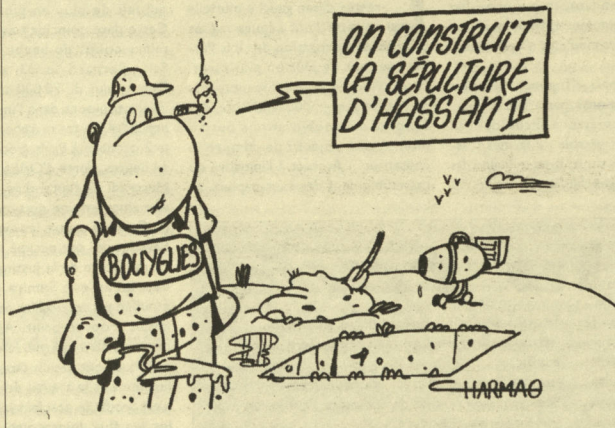
La vérité, c'est qu'une partie de la population espère malgré tout que cette disparition amènera un changement politique. Pour l'essentiel, cet espoir est basé sur les informations diffusées grâce au célèbre « téléphone arabe »... « On dit » que Sidi Mohammed n'était pas aimé par son père (ce qui le rend sympathique à beaucoup), que le roi lui préférait son cadet, (Moulay Rachid), et qu'il aurait songé à filer la couronne au second. « On » prétend que l'actuel Mohammed VI n'aimerait pas beaucoup les fions-fions protocolaires? « On » en déduit qu'il serait plus attaché aux principes démocratiques... « On » est bien obligé de se raccrocher à quelque chose, puisque ce n'est pas le salaire moyen (500 dirhams) ou l'état de la dette (merci la Banque mondiale) qui peut réchauffer les cœurs. Avec quelques discours où il promet d'aider les « nécessiteux », d'améliorer le système éducatif, et... de poursuivre l'œuvre entamée par son père (au secours!) avec de nombreuses visites aux

marabouts... on peut légitimement penser que Mohammed ne va pas révolutionner le pays.

Tous les charognards, puissants de ce monde, qui suivaient la dépouille de Hassan II (que le diable et Oufkir aient son âme) le savent bien: ce n'est pas Mohammed VI ou A. Youssoufi, actuel premier ministre socialiste, qui décident aujourd'hui au royaume Chérifien: ce sont les créanciers... Comme le veut cette loi de la jungle qu'est le capitalisme international en action. Au petit jeu de la diplomatie derrière le cerceau, on ne sait pas toujours qui aura le plus gros morceau (les États-Unis, vraisemblablement), mais on sait toujours qui a perdu: les populations marocaines ne sont pas près d'être dédommagées du pillage de leurs richesses. Tiens, au fait, quelqu'un-e a-t-il vu Madame la reine ou ses filles pendant la cérémonie?

Maud

MAROC: ENCORE UN
GROS CONTRAT POUR
LA FRANCE



ouverte à Hassan II. Il l'exhortait à retrouver le chemin de la foi et à se repentir de ses péchés: en particulier de son penchant pour les boissons alcoolisées... Yassine est toujours en résidence très surveillée. Les universités marocaines ont déjà connu les violences, en particulier d'étudiants islamistes manifestant (jusqu'à meurtre!) leur opposition à tel enseignement s'éloignant trop, à leur goût, des préceptes religieux. Les étudiantes voilées se multiplient, et harcèlent de plus en plus celles qui ont encore le courage de suivre des cours dans une atmosphère parfois si lourde qu'elles savent risquer humiliations, agressions, viol... Là comme ailleurs, la seule vraie opposition à l'intégrisme serait la lutte contre les inégalités sociales et pour une éducation populaire, des filles comme des garçons...

Vouloir blanchir 38 ans de règne de sang et de corruption en rappelant la sale guerre faite aux barbus, c'est obscène.

Un peuple privé de « son papa le roi »?

Chacun-e a pu goûter cet été au paternalisme, voire au racisme latent, des médias plaignant le « bon peuple marocain ». F. Mitterrand, qui avait dû se jurer de dépasser les bornes du ridicule, a versé une larme sur ce roi qui avait fait

(1) Titre du best seller de G Perrault.

(2) France-Inter (23 juillet).

(3) Frédéric Mitterrand, commentant la cérémonie.

(4) MÉRIMÉE, ex ambassadeur de France au Maroc.

(5) Journal de midi de F.R.3.

(6) Y compris une bonne partie de la presse écrite, même si la palme revient aux télévisions.

(7) Discours d'Hassan II.

dans le monde

Caucase: du pétrole pour la Russie!

LA QUESTION DES PROVINCES est pour la fédération de Russie un problème difficile à régler. Celles-ci ont, la plupart du temps, besoin de l'aide financière de Moscou, qui, souvent, n'arrive pas. Parmi les régions qui posent le plus de problèmes: le Caucase.

Les Tchétchènes, les Ingouches et les autres

La population du Caucase est composée d'environ trente nationalités, possédant chacune une langue, une culture et, surtout, une tradition différente. Staline, en son temps, a réglé la question en utilisant la répression, obligeant les gens à se taire et les déportant en Sibérie ou au Kazakhstan; Eltsine ne peut, évidemment, suivre la même ligne. Quoique la politique de la carotte et du bâton soit toujours d'actualité. La guerre en Tchétchénie l'a démontré.

En grossissant le trait, on peut dire que, lors de ce conflit, les riches soutenaient Moscou, tandis que les pauvres prônaient l'indépendance.

Doudaïev, leader tchétchène, aujourd'hui mort, s'est rallié en extrême aux indépendantistes, qui ont gagné la guerre, mais dont la victoire est tout de même difficile à mesurer, puisque, si l'armée russe s'est effectivement retirée du territoire tchétchène, l'indépendance n'a pas été obtenue.

Revenons sur ce conflit. Avant la perestroïka, les Tchétchènes faisaient partie de la république autonome des Tchétchènes-Ingouches. Proclamant en 1991 une république indépendante de Tchétchénie, ils obtinrent, en guise de président, un général; la même chose arriva aux Ingouches. Ces généraux-présidents ont malheureusement eu tendance à régler les problèmes à la militaire.

Rappelons également que la Tchétchénie est plus pauvre que l'Ingouchie.

Son économie repose principalement sur le transport et la transformation du pétrole, qui, pratiquement, se trouve sous contrôle de Moscou; et plus particulièrement depuis 1997, année où la Russie a signé un accord avec l'Azerbaïdjan, le Daghestan et la Géorgie: le pétrole transitera par ces trois pays via un nouveau pipe-line, qui contournera la Tchétchénie. Ce qui a entraîné une levée de boucliers du côté des islamistes.

Le destin historique de ces deux peuples, Tchétchènes et Ingouches, a toujours été d'être lié. Mais l'apparition de deux nouvelles républiques a engendré des tensions. Vers la fin du « règne » Doudaïev apparaît l'idée de la création d'un nouveau pays, l'Ichkérie, une sorte de grande Tchétchénie qui engloberait l'Ingouchie et une partie du Daghestan. À la mort de Doudaïev, à cette idée s'est greffée celle d'un islam extrémiste de tendance vakhhabiste (idéologie des XVII^e et XVIII^e siècles, originaire d'Arabie saoudite, ayant des points communs avec le Hamas, mais ne reconnaissant pas les prophètes ni les saints).

Par ailleurs, le Caucase possède une longue tradition clanique: les clans se définissent aujourd'hui en fonction des liens familiaux, mais aussi économiques et/ou géographiques (clans des montagnes et clans des vallées). L'actuel président tchétchène, Maskhadov, s'appuie plutôt sur les clans des vallées et pratique une politique modérée: il ne réclame pas une indépendance immédiate. Cependant, la promesse par Moscou à l'automne 1996 de lui apporter son aide économique n'a pas été respectée.

D'autre part, l'Ingouchie, depuis 1996, ne reconnaît pas la Tchétchénie. Les islamistes rêvant à l'Ichkérie et au contrôle du pétrole de la mer Caspienne, gênés par les bases militaires des Russes en Ingouchie, se sont repliés ces

dernières années au Daghestan, fondant leur politique sur la défense des droits des Akkintsi (peuple proche des Tchétchènes), qui s'opposent au pouvoir en place au Daghestan et demandent leur rattachement à la Tchétchénie.

Les clans: un État dans l'État

En août, des groupes armés tchétchènes, sous la conduite de Chamil Bassaïev, pénètrent au Daghestan. s'associant aux Akkintsi et aux autres nationalités opposées au gouvernement pour proclamer une république de l'Islam indépendante, un peu à la manière des taliban en Afghanistan.

La Russie, appelée à la rescousse par le Daghestan, a repoussé Bassaïev à deux reprises. Soulignons ici que l'armée de Bassaïev n'est pas uniquement composée de volontaires, puisqu'elle peut payer des légionnaires 300 dollars par

mois, ce qui est énorme pour le Caucase. Certains observateurs remarquent également que cette armée possède un armement moderne, les toutes dernières nouveautés sorties des usines russes. L'argent ne serait donc pas un problème pour elle.

Le 15 septembre dernier, l'armée islamiste de libération du Daghestan a revendiqué des actes terroristes commis sur le territoire de la Russie, à Moscou, Saint-Petersbourg, Volgogradsk et Bouïnaïsk. Bassaïev, lors d'une conférence de presse, a condamné ces actes, jugeant que ceux-ci ne feraient qu'isoler un État islamiste du monde.

Jusqu'au 15 septembre dernier, le président tchétchène s'est abstenu de toute déclaration, ne condamnant pas non plus les menées de Bassaïev. Ce n'est que lorsque l'armée russe a commencé à bombarder les bases de Bassaïev et celles des autres factions sur le territoire tchétchène, détruisant 15

villages, tuant près de 200 civils et bloquant la frontière, qu'il a organisé une manifestation pacifiste à Grosny, condamnant dès lors la provocation du Daghestan et Bassaïev, et proposant l'aide de la Tchétchénie à la Russie. Cependant, il a déclaré aussi qu'il s'attendait à une agression russe et que l'armée était mobilisée.

Le premier ministre russe, Poutine, a de nouveau souligné que la Russie devait se débarrasser de son complexe de culpabilité, car elle subissait une agression.

Le 23 septembre, l'armée russe bombarde l'aéroport de Grosny, après la menace faite par les bandes tchétchènes de bombarder Moscou.

Les problèmes socio-économiques de la Russie se règlent de nouveau par les armes et non pacifiquement, la corruption sévissant dans tout le pays empêchant un fonctionnement normal.

Alexander (Sacha) Tchoukaev

Sans-papiers: solidarité contre les expulsions européennes

LES SANS-PAPIERS DE PLUS EN plus seuls... Les soutiens des restes d'une gauche plurielle se rattachant à leurs vagues promesses (abrogation des lois Pasqua) se font de plus en plus rares. Face à l'inertie, face à ces moments où l'on se sent impuissant, isolé, des actions, des mobilisations ont au moins pour objectif de rompre le consensus... À noter à l'initiative du rassemblement des sans-papiers de

Toulouse une marche qui a débuté le 21 août en direction de Paris et qui fait de plus en plus de bruit. Cette date coïncidait avec les premiers coups de hache de l'église Saint-Bernard le 23 août 1996. Depuis plus de 70 000 sans-papiers vivent toujours dans l'insécurité, la précarité. Cette marche se termine le 2 octobre à Paris (rendez-vous à 14 heures, porte d'Orléans).

Mercredi 22 septembre 1999, c'est une cinquantaine de sympathisants du Collectif contre les expulsions de Belgique qui ont occupé une annexe du ministère de la justice. Cela fait déjà un an que Semira est morte étouffée par un oreiller parce qu'elle faisait trop de bruit. Après avoir pleuré, s'être indigné, les médias et politiques ont depuis changé de ton. Finalement le travail de gardemarne n'est pas facile et il faut bien contrôler les flux migratoires. De plus Semira était une prostituée. Ternir son image, rendre hommage au travail difficile des forces de l'ordre, le paquet cadeau est ficelé. Bien évidemment on ne se pose pas la question de qui gère ces réseaux de prostitution où les femmes sans-papiers sont des victimes faciles et au vu de leur situation juridique très dépendante... C'est donc pour rappeler ces faits que l'occupation a été organisée.

À noter que même si la solidarité est aujourd'hui un délit, le 22 juillet dernier des heureux coups de cisailles ont ouvert les grillages d'un centre de rétention Belge libérant ainsi 22 personnes.

Le délit de solidarité existe, et le pouvoir en use de plus en plus. Après le procès en appel de Michel Beurrier qui a mobilisé la CGT, c'est Armand Zvenigorodsky qui passe en procès le 30 septembre 1999 (con-

tact JRE: 01 48 51 97 05). Armand, le 22 juin dernier prend l'avion pour le Mali. Dans ce vol, Moussa, sans-papier, est expulsé encadré d'une escorte musclée de quatre policiers. Des passagers du vol discutent et s'organisent pour refuser cette mesure. Le commandant de bord refuse le discours des passagers et réquisitionne les forces de l'ordre pour faire descendre Armand du vol. Les passagers, majoritairement maliens, le protègent et les policiers doivent faire demi-tour. Quant à Moussa, il ne souhaite pas s'opposer lui-même à son expulsion ayant déjà pris deux mois de prison pour des faits similaires. De plus il subit des pressions de la part des policiers et fut attaché au fauteuil par les pieds. Le vol aura lieu... À son retour sur Paris, Armand fut arrêté. Il passe en procès le 30 septembre et risque à ce titre 5 ans de prison et 120 000 F d'amende.

Du 14 au 16 octobre un sommet de l'Union Européenne sur l'immigration va se tenir. L'ordre du jour est donc très clair: renforcer les modalités du traité d'Amsterdam entré en vigueur, envisager des expulsions groupées, fichier Eurodac d'empreintes digitales pour empêcher toutes personnes expulsées de se réfugier dans un autre pays de l'Union Européenne... Contre la forteresse européenne et pour la liberté de circulation et d'installation, des groupes de la Fédération anarchiste s'associent avec les CAE (collectif Anti-Expulsions) à différentes actions qui se dérouleront dans différentes villes de l'hexagone...

Des informations précises dans les prochains numéros...

Théo Simon
groupe F.A. de Nantes

dans la toile

Le mouvement 4x8, qui lutte depuis 1984 contre le chômage et l'exclusion en proposant la réduction du temps de travail à 32 heures en 4 jours et une redistribution des richesses via la cotisation ROSE (cotisation sur la capacité de production de chaque Robot, Ordinateur et Système Expert) vous invite à visiter son (<http://perso.club-internet.fr/mouv4x8/>). Bien entendu, c'est un tantinet réformiste mais, considérant que leurs propositions seront considérées comme irrecevables par tout dirigeant conscient de ses « responsabilités », j'ai pensé que ce site méritait d'être signalé à votre attention.

Dans un état d'esprit proche du site précédent, quoique plus susceptible d'aboutir grâce aux puissantes actions de lobbying mises en œuvre autour du mouvement, il peut être intéressant de s'intéresser au site des laudateurs de la taxe Tobin (<http://attac.org>).

Jean-Marc, de Toulouse, nous signale deux sites sur lesquels trouver les paroles de chansons susceptibles de nous enchanter (<http://www.math.umn.edu/~foursov/chansons/frames.html>) et (<http://deathstar.comnet.ca/~rg/>).

Voici des adresses pour faire des recherches pour des études statistiques dans les domaines sociaux, économiques et politiques.

Sites officiels d'études et de statistiques :
<http://www.insee.fr/>
<http://www.insee.fr/vf/chifcles/index.htm>

<http://www.fonction-publique.gouv.fr/>
http://www.travail.gouv.fr/etudes/embargo_marche.asp

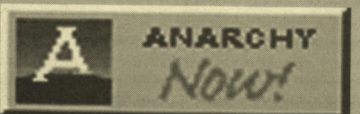
http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes_f.html
Sites généraux officiels d'information et d'études avec parfois des statistiques :

<http://www.assemblee-nat.fr/0/index.html>
<http://www.france.diplomatie.fr/>
<http://www.premier-ministre.gouv.fr/sommaire.htm>

<http://www.35h.travail.gouv.fr/sommaire.htm>
<http://www.senat.fr/>
<http://www.unesco.org>

Site privé : <http://www.anact.fr/pott/index.html>
Pour finir sur une touche artistique, voici la page de présentation d'un documentaire qui semble se conformer à notre éthique : Diego (<http://perso.cybercable.fr/rosolato/diego.htm>). À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain75005@aol.com



LECTURE

Les égorgeurs. Benoist Rey

Ma meilleure potesse me l'avait dit: si tu ne dois lire qu'un livre dans l'année, lis « les égorgeurs ». Bonne pomme, je suis donc allée à la rue Amelot et... Une tronche de milit (mal rasé, qui plus est) en première page, un bandeau noir éjauculant un grand prix « ni dieu ni maître » dont je n'avais jamais entendu causer, ça démarrait pas vraiment fort.

M'enfin, bon, ma potesse m'avait dit, et, donc... Un couple (quand j'en vois un dans la rue je change de trottoir disait Léo) d'heures plus tard, après avoir donné à manger au chat, et en attendant un coup de fil de mon prince charmant, je me mis à...

D'emblée, la préface de Mato-Topé m'a laissée sur le cul.

La guerre d'Algérie, c'est clair, je ne connaissais pas vraiment, et j'ai dévoré ces vingt pages de remise dans le contexte écrites par un pied-noir dont c'est peu dire qu'il élève sacrement le débat. Et, dans la foulée, j'en suis arrivé au texte de Benoist Rey.

Je n'en suis toujours pas sortie. Sur le fond, j'en pleure encore. Sur la forme, c'est pas dieu possible que d'écrire comme cela. En septembre 1959, quand l'appelé Benoist Rey débarque en Algérie, il a vingt et un ans.

Parce qu'il était apprenti typographe et, qu'à l'atelier ses camarades en parlaient... parce qu'il avait le cœur « à gauche » et avait participé à quelques manifs contre la guerre d'Algérie... parce que son meilleur pote lui avait conseillé de désertier... il n'était pas tout à fait sans savoir.

Mais, allez savoir pourquoi, il avait envie... d'aller voir! Aussi, après des classes « mouvementées » en Allemagne (le Benoist éditait un feuillet subversif et gratuit intitulé « l'arme à gauche »), on l'envoya « voir » dans un régiment semi-disciplinaire. Et pendant une année, l'infirmier Benoist Rey eut l'occasion de voir! De voir! Et de voir!

Ce livre est le journal de bord de ce voyage au bout de l'enfer, du cauchemar, de l'horreur et de la honte. Il nous décrit, sans ambages le quotidien de meurtres, de viols, de pillages, d'incendies, de destructions, de tortures, de sadisme, d'imbécillité... d'une armée composée d'engagés (des pros de la boucherie) et... d'appelés. Il nous conte par le menu comment des braves gens de pauvres mêmes en arrivent à...

Il nous raconte l'insupportable de l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Ce livre, publié aux Éditions de Minuit, fut saisi, dès sa sortie, en avril 1961. À le lire on comprend pourquoi. Et on comprend pourquoi les éditions du Monde Libertaire ont fait le

choix (le bon) de le republier quelques mois après que l'OTAN (et donc, l'armée française) se soit essayée à nous vendre (au Kosovo) une guerre « propre » censée mettre un terme aux insanités d'un petit dictateur serbe disant et faisant exactement ce que le gouvernement et l'armée française disait et faisait en Algérie.

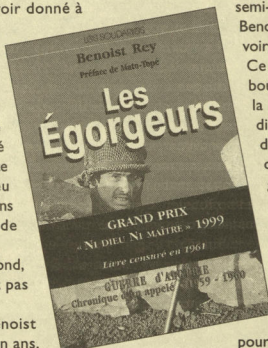
Ce livre « maudit », outre qu'il est d'une écriture rare de dépouillement (Camus eut pu le signer) et d'une lisibilité fascinante, nous rappelle, en effet, que toutes les guerres ont toujours été, sont et seront toujours des abominations, et que toutes les armées et tous les soldats du monde ont toujours été, sont et seront toujours des « Égorgeurs ».

Comme le disait ma potesse, si vous ne deviez lire qu'un livre dans l'année (et j'irais jusqu'à dire, dans votre vie), lisez ce livre. Vous vous ferez un plaisir comme c'est pas permis et (vu que les bénéfices de la vente de ce bouquin vont à la librairie libertaire de Lyon « la Plume Noire » qui a été incendiée par les fachos en 1997) vous vous ferez un plaisir utile.

Plaisir, utile... merci à Benoist Rey, aux éditions du Monde libertaire, au groupe Los Solidarios (qui est à l'initiative de cette publication), et à la Plume Noire, pour ce bonheur d'un rêve qui n'est pas dépourvu de réalité!

Maylis O'Brian

Les Égorgeurs. Benoist Rey. préface de Mato-Topé. éditions du Monde Libertaire. 144 pages, 60 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75 011 Paris (Chèque à l'ordre de Publico; 66 F avec le port).



Fascisme et grand capital. Daniel Guérin

DANIEL GUÉRIN EST NÉ EN 1904. D'abord proche des trotskistes de 1940 à 1949, il se rapproche des libertaires dans les années 50, puis milite dans leurs organisations des années 60 jusqu'à sa mort en 1988. Si Daniel Guérin se définit comme révolutionnaire, c'est d'abord, parce qu'il est homosexuel. Et pour lui, il ne peut y avoir de véritable révolution sociale sans révolution sexuelle. Et réciproquement. Se rapproche-t-il des libertaires parce qu'il est exclu ailleurs, selon critères de choix qui lui sont propres? Daniel Guérin aime à répéter que « le racisme, le sexisme et l'homophobie font partie des verrous sociaux, des plus difficiles à faire sauter ».

En 1932 et 1933, il effectue deux voyages en Allemagne, à la suite desquels il publie dans « Le populaire », quotidien du Parti socialiste, plusieurs articles sur la montée du nazisme allemand et du fascisme italien. En décembre 1936, il décide de les rassembler dans un ouvrage intitulé « Fascisme et grand capital ». Pour appréhender le phénomène, Daniel Guérin s'est appuyé sur une grille d'analyse largement inspirée du marxisme. Il reprend les théories de Trotsky sur les fascismes allemand et italien, analyses qui comptent sans doute, parmi les meilleurs de l'époque. Et en véritable entomologiste, Daniel Guérin aborde le fascisme comme un « phénomène social et politique total ». Il cherche à tirer des leçons des terribles défaites des prolétaires allemands et italiens, pour éviter qu'elles ne se reproduisent ailleurs. N'oublions pas qu'à peu près au même moment, les victoires des

grèves générales de 1936, sonnent en France et en Espagne. Daniel Guérin le pressent et essaye de nous avertir que le fascisme ne peut être efficacement combattu et définitivement vaincu que par la révolution prolétarienne. Malheureusement, en 1939, le phénomène fasciste s'identifie à la guerre impérialiste. Le militarisme déchaîné tombe sur le monde. Et c'est l'économie de guerre. Dans « Fascisme et grand capital », Daniel Guérin s'efforce de disséquer les différentes étapes du mécanisme fasciste. Pour ce faire, il réalise un vrai travail de politico-sociologue. Il nous livre une étude de fond dans laquelle, il dissèque les différentes étapes de la montée des partis fascistes italien et allemand, en 1936. Leurs mécanismes, leurs recettes et leurs liens.

Le fascisme au service de la bourgeoisie

Dès la préface, Daniel Guérin nous met en garde: « Si le fascisme a fini par être vaincu militairement, il aura toujours, d'abord été vainqueur politiquement ». Pour lui, parmi les causes essentielles de la lourde défaite du mouvement ouvrier européen, figure en tête l'incompréhension de la nature de l'ennemi. En effet, le fascisme allemand ne se présentait pas en 1933 comme une dictature militaire, même s'il finit par en reproduire les modalités. Le mouvement ouvrier de l'époque pensait que le fascisme allemand ne pouvait être qu'irrégulier, et par conséquent, disparaîtrait rapidement. Il fallut déchanter, et cruellement! Œuvre pionnière dans les années 30, « Fascisme et grand capital »

pointe la mystique de l'idéologie fasciste, son aspect propagandiste et si politiquement orchestré. Il nous montre la main du grand capital qui, d'une façon excessive, à la limite de la caricature, agit sur la scène des marionnettes fascistes. Le fascisme n'a qu'un seul et véritable maître, à la fois bailleur de fonds, tuteur et inspirateur: le grand capital. Les possédants ont peur de la révolution prolétarienne et subventionnent des bandes de nervi fascistes pour tenir en respect les ouvriers. En Italie, les magnats de l'industrie lourde et les hobereaux subventionnent les « fasci » pour reprendre au prolétariat les concessions faites au lendemain de la première guerre mondiale. Et en Allemagne, le capital subventionne les « corps francs ». Dans un deuxième temps, il fallut recruter les troupes militantes. Le grand capital envoie alors les militants fascistes pour courtiser les classes moyennes urbaines qui, durant la crise monétaire, se paupérisent ou se prolétarisent. Pourquoi ne sont-elles pas allées vers le socialisme? Selon Daniel Guérin, cela est dû à la carence d'un prolétariat organisé. Puis, les militants fascistes vont « draguer » les classes paysannes, sans négliger les anciens combattants ni « la jeunesse » qui en Italie comme en Allemagne, partage le sort matériel tragique du chômage et une aspiration d'ordre sentimental. Le fascisme crée ainsi le concept d'une jeunesse considérée comme un facteur autonome dans la société.

Une mystique raciste

Au lendemain de la première guerre le sort des jeunes bourgeois et des jeunes prolétaires italiens et allemands est sensiblement le même. Ils sont victimes de la crise économique. C'est alors qu'apparaît le concept de la mystique. Le fascisme organisé préfère susciter la foi plutôt que de s'adresser à la raison de ses recrues et présente l'adhésion au fascisme comme une religion.

C'est le culte de l'homme providentiel, Hitler ou Mussolini. Puis, l'idéologie fasciste glisse de l'identification du culte à l'identification de la patrie. Le chef apparaît comme l'incarnation de la nation, avec son inévitable culte des « morts pour la nation ». Dernière étape de la mystification, s'accaparer « le futurisme » italien et la « Jugendbewegung » allemande qui exaltent « la jeunesse en soi », contre « le vieux monde ». Naît alors la propagande du paradis sur la terre. À grand renfort de démagogie, les fascistes transmutent l'anticapitalisme en nationalisme, et excitent les masses populaires contre la « ploutocratie internationale », ensuite transmuée en antisémitisme. Et les fascistes s'en prennent directement aux juifs. En exploitant le thème raciste, les fascistes sont assurés d'être applaudis par les classes moyennes. Ils détournent la pulsion anticapitaliste des masses vers la haine du juif (rappelons que lorsque Guérin écrit ce livre, la criminalité de masse nazie n'a pas encore montré son vrai visage qui culminera plus tard, dans le génocide des peuples juifs et tziganes). En Italie, le fascisme ne néglige pas, non plus le recours au racisme. Le fascisme n'a plus alors qu'à se présenter « contre la concentration industrielle, juive et cosmopolite », pour proposer le retour à l'autarcie des temps anciens. Il suffit encore de tendre l'appât des « corporations » aux ouvriers et aux petits bourgeois.

Dans les autres chapitres, Daniel Guérin approfondit la tactique fasciste. Et en fin d'ouvrage, il montre le résultat du passage à l'acte. Le fascisme exhume le principe aristocratique et rétablit la violence. Il détruit les syndicats et paralyse la résistance ouvrière. Au pouvoir, il n'a plus qu'à imposer sa dictature politique, économique, industrielle et agricole. Parce qu'il est devenu Le Pouvoir.

Pourtant, en dépit de ses velléités totalitaires, le régime fasciste n'est pas homogène. En Allemagne comme en Italie, il se heurte à la question de classe.

Malgré les apparences, il ne domestique pas la bourgeoisie. Car la bourgeoisie capitaliste est demeurée dans l'état totalitaire une force autonome qui poursuit ses propres intérêts. Si ils ont fait revêtir aux autres la chemise brune, la grande propriété foncière et le grand capital n'ont pas été, dans leur ensemble, noyés par la marée brune. Bien au contraire. En effet, si la bourgeoisie a toléré l'invasion de l'État par la plèbe nazie, c'est qu'elle y trouvait son intérêt. Et du moment où elle en a vu les véritables inconvénients pour sa propre survie, elle n'a pas hésité à se débarrasser du fascisme, avec le concours de l'armée.

Pas de vrai antifascisme sans révolution

En 1965, dans une deuxième préface de l'ouvrage, Daniel Guérin nous rappelle que le fascisme n'est pas seulement un instrument au service du grand capital. Il est aussi un levier mystique de la petite bourgeoisie paupérisée et frustrée. Pour lui, l'épuration n'est qu'une comédie à partir de 1932. Car pour désinfecter réellement l'État bourgeois, il faudrait le vider et le briser! Il ajoute: « Au fond qu'est le fascisme, sinon le produit direct de la carence du socialisme? » Voir de l'internationalisme. Hitler a été porté au pouvoir avec la bénédiction de la bourgeoisie internationale. Dans l'espoir évident qu'il rétablirait l'ordre en Europe et préserverait le continent du bolchevisme et de l'internationalisme. Il pressent, plus loin: « Le malheur est que nous avons laissé les démocrates bourgeois accaparer l'antifascisme. L'antifascisme ne triomphera que s'il cesse de traîner à la remorque de la démocratie bourgeoise ».

Patrick Schindler-Christophe Tzotzis Claaaash-FA. Paris-Bastille. Fascisme et grand capital. Daniel Guérin. Éditions Syllepse, 140F, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico, 154 F avec port).

copinage

L'association « Paroles et Musiques » et Radio libertaire présentent **Louis Capart** lundi 11 octobre à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e, tél : 01 43 84 70 04. Places : 100 F et 80 F.

Hommage à Henri Bouyé

TU RESTES L'AMI QUI VIENT de nous quitter, fidèle parmi les fidèles aux idées de l'anarchisme. Pendant 70 ans de militance ta vie fut maillée de luttes dans le combat social fait d'espoirs et malheureusement aussi de déceptions.

Ce n'est pas sans émotions de remémorer l'homme actif que tu étais : chaleureux, convivial et rigoureux. Quel hommage te rendre dans ces pénibles instants si durement ressentis, sinon faire connaître les moments les plus importants de ta vie.

Henri! Le 9 septembre 1999, tu nous quittes à 87 ans et 11 mois. Les mémoires amies se souviendront.

Origine et enfance

Henri est né le 18 octobre 1912, à Mornac-sur-Seudre en Charente-Maritime. Il est le dernier d'une famille protestante de douze enfants. Il ne peut pas connaître son père malheureusement décédé après sa naissance. Désormais, sa mère se trouve seule pour les élever.

Une de ses tantes le prend en charge et vers 12 ans, Henri est placé dans une communauté à Etraules. Il poursuit ses études sous l'autorité d'un précepteur. Il passe dans le moule du prêche et de la prédication. Lire la bible et Calvin est un devoir. Il apprend la musique, à jouer du piano et du violon. Il connaît le système télégraphique morse. En outre, il travaille et apprend son métier de fleuriste.

En 1928, il travaille en entreprise. Les ouvriers se mettent en grève. À 16 ans, il a la parole facile, ses copains le désignent pour accompagner les délégués représentants le personnel. À la table des négociations il prend la parole et donne son avis sur la nature des revendications justifiées.

Vers 1930, il commence à fréquenter le mouvement anarchiste et lit le *Libertaire*. Il abandonne la foi religieuse et la troque avec la raison humaine qu'il privilégie avant tout. En 1936, il est à Paris ouvrier chez Baumann, boulevard du Montparnasse. Henri impulse la grève avec deux copains motivés par les revendications. Tout le personnel suit. Il crée un syndicat dans l'entreprise et du même coup il fonda le syndicat des fleuristes de la profession - CGT. La tension sociale apaisée, le patron le licencie.

Le temps de la clandestinité

En 1939, à la déclaration de la guerre, il est mobilisé et réussit à se faire réformer. Sous l'occupation il entre dans la clandestinité et se déplace au nom de: Henri Duval.

À Paris, avenue de la République, il installe un magasin de fleurs tenu par sa compagne. Le va-et-vient des clients est sensé masquer la réalité des activités occultes, surtout quand l'occupation allemande sera effective avec l'État de Vichy. La gestapo vient plusieurs fois au magasin. Chaque fois, ça s'est bien passé, certes, mais avec la peur au ventre. Car dans la cave, il y avait le matériel pour fabriquer les faux papiers et des personnes cachées en instance de passer clandestinement en Espagne, notamment. Ainsi plusieurs dizaines de juifs ont eu la vie sauve par la filière Henri Duval.

L'arrière boutique du magasin a aussi servi à la clandestinité. Il faut préparer le dîner. Parfois, dix personnes se retrouvent à table. Henri ramène souvent un ou deux convives en plus pour manger. Les faux papiers sont des cartes d'identité, familiale, alimentaire, etc. Ces documents sont transportés dans une valise par sa compagne pour plus de discrétion.

Les anarchistes sont aussi devenus clandestins. Henri assure la liaison des

copains restés en région parisienne et maintient les liaisons avec ceux de province, notamment des régions du Midi et du Sud-Ouest. Prépare un texte pour servir de base à la libération qui est adopté lors de réunions clandestines en 43-44 (Toulouse, Agen). Le texte comporte aucun mot évocateur (libertaire, anarchie...) pouvant éveiller les soupçons sur sa véritable nature au cas où le document tombe par mégarde dans des mains malveillantes.

Henri se déplaçait donc, dans le midi, pour rencontrer les copains avec le souci constant d'œuvrer pour conserver l'esprit de l'organisation. Ainsi, il retrouve Voline à Marseille.

Il fait un voyage en Espagne. Il est estimé dans le milieu des immigrés espagnols avec lesquels, il entretient des relations suivies et toujours conservées dans le secteur de Vierzon en particulier.

Renaissance de la Fédération anarchiste

Dans la clandestinité il assure la fonction de secrétaire avec l'accord de tous ceux qui ont pu se rencontrer et avec ceux qui entretiennent des relations régulières. C'est au congrès de Paris, octobre 1945, que fut entériné l'existence de la Fédération anarchiste retrouvée. Henri est au secrétariat jusqu'au congrès de Dijon, septembre 1946. Il œuvre activement pour la réapparition du *Libertaire*. Il est un des animateurs qui s'emploie pour enfin obtenir le papier pour le tirage du premier numéro.

Jusqu'à cette période, c'est lui le pivot sur lequel s'articule la mise en œuvre et la réussite de l'organisation de la FA reconstituée. Après s'être retiré du Comité national, novembre 1947, les orientations et l'évolution politique vont lui faire prendre progressivement ses distances. Il ne manque pas de faire savoir les points de désaccord. C'est sans

réussite qu'il essaie d'infléchir les orientations adoptées par des propositions non retenues. Henri Bouyé donne sa démission de la F.A. au congrès de Bordeaux, juin 1952.

La FA devient la FCL qui disparaît après la déconfiture électorale de février 1956. Le *Libertaire* cesse de paraître en juillet 1956. Déçu, Henri s'abstient et ne s'engage pas dans la nouvelle FA (la FA actuelle) reformée au congrès de Paris, décembre 1953.

Autres faits marquants

Nous ne pouvons pas inclure toutes ses activités. Nous rappelons l'essentiel: cofondateur du journal « Terre libre », paraît en mai 1934; adhérant à la FAF fondée en 1933; participa à la CNT-AIT de l'immigration espagnole; etc.

Une anecdote qui ne vaut que pour la petite histoire, mais elle a son importance de vérité. C'est Henri qui recommanda G. Brassens à Jacques Grelot. Celui-ci le présenta à Patachou. Les trois compères n'eurent pas à regretter. Leur protégé les honora de son entière réussite.

Henri est à l'initiative de la fondation de l'Union fédérale anarchiste et sera l'animateur principal. L'UFA est constituée en 1967 et elle s'arrêtera en 1972.

Elle reprend le titre devenu libre et édité *Le Libertaire* paraissant périodiquement de janvier 1968 à février-mars 1972.

Le désaccord Joyeux-Bouyé

Entre eux, l'atmosphère a été plus ou moins tendue: deux tempéraments différents qui s'opposent, bien qu'ils se trouvent d'accord parfois au temps de la première F.A. fondée à la libération.

H. Bouyé constata des inexactitudes sur les faits relatés par M. Joyeux dans ses œuvres. Il donna donc sa version dans le ML N° 834 (27 juin 1991). À notre niveau, la polémique est inutile pour savoir lequel des deux détient la vérité. Ce travail de recherche relève de la compétence de l'historien professionnel.

Henri adhère à la FA actuelle, octobre 1991, avec le groupe Val de Loire, région de Blois. Il collabore au *Monde libertaire* avec la pertinence de ses articles. Il intervient au colloque de Saint-Denis, ayant pour thème les « 100 ans de presse libertaire », mars 1996. Sa présence était remarquée dans nos congrès. Son dernier fut le 54^e congrès de Rennes, mai 1997. Il se qualifiait lui-même ainsi: « Je suis hédoniste ». Salut Henri! Tu as aimé la vie.

Bertale

A G E N D A

jeudi 30 septembre

● **LA SEYNE-SUR-MER (83)**: Yves Frémion présentera son livre « L'affaire Léauthier » à 20 h 30 salle Guillaume Apollinaire, avenue Gambetta.

vendredi 1er octobre

● **CUERS (83)**: Yves Frémion présentera son livre « L'affaire Léauthier » à l'Oustau per tutti, à 18 heures, avenue Léon Amic, à l'initiative du groupe Libertad.

● **NANTES**: Les Cemea (mouvement pédagogique) organise un débat « Résister à la privatisation de l'enseignement » avec Nicolas Hirtz à 20 h 30, 17, Rue Paul-Bellamy. Des militant(e)s du groupe F.A. de Nantes interviendront...

samedi 2 octobre

● **ANGERS**: Le groupe Malatesta de la F.A. organise la première « Journée anticapitaliste » de 14 heures à minuit à la salle des haras (près de la patinoire). « Pourquoi et comment être anticapitaliste ? » avec librairie, vidéos, expos, stands, musique, buvette et trois forums-débats: 15 heures, comment se libérer du travail; 18 heures: le capitalisme, un monstre au pieds d'argile; 20 h 30: Résister aujourd'hui au capitalisme.

● **LYON**: le groupe Kronstadt de la Fédération anarchiste organise une rencontre-débat sur le thème « les raisons de se mobiliser ne manquent pas » à 15 heures à la librairie La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1^{er}).

● **LIMOGES**: AC! 87, A.L. FA, BLOC (objecteurs de conscience), LCR, Scalp/reflex, Ras'l'Front, Sud-PTT organisent la **Fête des résistances sociales**, annexes 1,2,3 Blanqui (Mairie de Limoges) à partir de 15 h, entrée libre. Stand, espace enfants, exposition (les sans-papiers, 10 ans de luttes à Limoges). 16 h Identité et nationalisme: quelle place pour la solidarité internationale? L'exemple des Balkans avec Pierre Rousset; 18 h Pour la fin du chômage quel travail, quel emploi, quel revenu? avec Claire Villiers et Philippe Bée; 20 h Soirée Théâtre/musique Cabaret avec la compagnie Jolie Môme « Bella Ciao » de Dario Fo, Catherine Fontaine et Marie (chanson française).

● **MARSEILLE**: Le CIRA (3, rue Saint-Dominique, 1^{er}) organise une rencontre avec Yves Frémion auteur de « L'anarchiste, l'affaire Léauthier 1893-1894 » à 17 heures.

● **PARIS**: La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Maurice Rajsfus à propos de son livre « La censure militaire et policière » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

mardi 5 octobre

● **RENNES**: Le groupe La Commune de la F.A. organise à 20 h 30, à la Maison du Champ de Mars une réunion-débat sur le thème **agriculture et santé publique**.

35 heures: stoppons les arnaqueurs!

qui autorise les patrons à faire travailler une heure par-ci par-là leurs salariés, est une régression considérable.

Elle détruit ce qui reste du syndicalisme de lutte en favorisant, dès qu'il y a une résistance, le contournement des organisations syndicales par la pratique des consultations ou référendum de tous poils. Cette pratique a déjà été acceptée par le nouvel axe CFTD/CGT à la SNCF, 45 % de participation dans ce fief cégétiste. De toute évidence, les salariés n'ont pas majoritairement été dupes de la manœuvre (4).

Les truands

Le petit monde politico-syndical s'agit dans le bocal depuis la rentrée et les manœuvres de toutes natures se multiplient. C'est qu'il s'agit de faire passer, coûte que coûte, cette « plus belle avancée depuis 36 » dixit Vianet!

Et chacun de jouer son rôle, gauche et syndicalisme pluriels réunis. Sans honte, le PC entend ainsi manifester le 16 octobre « pour l'emploi », avec toutes les « forces de gauche ». Le grand écart ne leur a jamais fait peur.

Nul doute que l'extrême gauche offi-

cielle, médiatisée et instrumentalisée ira de son couplet pour réclamer une vraie politique « 100 % à gauche ». Il faut bien préparer les futures élections...

Même le MEDEF, l'organisation des patrons, a sa place dans le scénario: les gros patrons ont bien compris tout l'intérêt de la loi Aubry, mais en public ils jouent le rôle des méchants patrons, pas contents de la loi Aubry qui, par conséquent, est certainement bonne pour les salariés. Un peu gros certes, mais parfois efficace.

Et nous?

Les anarchistes, dans ce contexte, peuvent jouer un rôle important. Il leur faut tout d'abord informer et informer encore des salariés souvent désorientés par ces multiples rideaux de fumée, mais conscients tout de même de l'enjeu.

Il faut ensuite organiser la résistance dans les syndicats, en s'appuyant sur tous les travailleurs qui aujourd'hui n'acceptent pas d'encaisser des coups sans réagir. En novembre 1995, l'axe FO-CGT, puissamment généré par la base, avait mis des millions de per-

suite de la première page

sonnes dans la rue. Certes le gouvernement d'alors était de droite, mais qui aurait parié un sou à l'époque sur une telle mobilisation?

Enfin, il est très certainement nécessaire de nous tourner vers la « jeunesse », particulièrement touchée par les politiques actuelles: les emplois-jeunes, les contrats bidons, l'apprentissage, l'alternance sous statut scolaire... Ils connaissent déjà. Demain ce sont eux qui seront les nouveaux embauchés payés 35 heures, qui subiront les contrats à durée indéterminée intermittents, qui partiront à la retraite après 42, 43... 45? années de cotisation. Autant de pistes de réflexion et d'action que la Fédération anarchiste se doit de creuser.

Fabrice. - groupe La Commune (Rennes)

(1) Cité dans « Propriété et mondialisation » de Serge Mahé, édition l'Harmattan.

(2) La CGT a pu obtenir son adhésion à la CES avec l'appui de Notat en faisant, en plus, tous les signes d'allégeance nécessaires.

(3) Flexibilité positive, discrimination positive et bien sûr n'en doutons pas, exploitation positive.

(4) FO et les autonomes avaient appelé à boycotter cette triste farce.